

COP ILE-DE-FRANCE

Compte-rendu du travail en atelier du Groupe de Travail Thématique dédié au Logement



Thématique 1 : Mieux connaître et partager les données sur la performance énergétique

Problématique :

GT 1.1 : Comment affiner la collecte et production de données sur la performance énergétique et la consommation pour une meilleure connaissance des caractéristiques du bâti à rénover ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Parc privé :
 - o Reste à charge 8 à 10k
 - o Cofinancement
- Parc privé : besoin de données à court terme
 - o État du parc à un niveau fin : on manque d'une vision fine actuellement
 - o Avoir des résultats de court terme (le plus frais/à jour possible)
- Adapter les dispositifs. Ex : hausse des coûts -> programmation qui a débordé
- Beaucoup de données non regroupées. Ex : données du parc, données du photovoltaïque. Manque de centralisation de la donnée
- Région : donne coup de pouce, mais situation financière des offices HLM. Moyenne de coût d'augmentation du classement de performance énergétique à 30 à 40k€, 100k€ pour passer de G à A ou B en septembre 2024
- Manque de données sur les contraintes spécifiques du parc
- Besoin de données opérationnelles pour répondre au besoin au niveau des quartiers ou la parcelle (échelle du bâtiment pas toujours pertinent selon les acteurs). Ex : ONPE (Observatoire National de la Précarité Énergétique) qui travaille sur la précarité énergétique via le froid ressenti
- Poche de précarité par quartier et par typologie d'habitat
- Acceptabilité en termes de coût de ces travaux de rénovation

- Parc privé : manque d'une visibilité fine des étiquettes DPE (diagnostic de performance énergétique) des émissions de GES au quartier pour pouvoir identifier des poches

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- Outils existants, mais mal connus :
 - o Batistato
 - o PrioReno
- Patrimoine des opérateurs HLM assez connu via l'AORIF : besoin données budgétaires, cf. étude coût rénovation
- Observatoire de l'habitat en cours -> va permettre de cibler la précarité énergétique sur le tissu pavillonnaire ou les copros non-éligibles au plan redressement et sur lesquels les données manquent
- RPLS (répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux) : anciens DPE quasiment plus présents

Pertinence des actions présentées :

- Prioreno -> classement énergétique des bailleurs sociaux pas accessible pour les collectivités : besoin de cette donnée
- Batistato : inconnu de l'intégralité des participants
- Boite à outils pour collectivités + partage de l'existant

Pertinence des actions présentées :

- Parc de l'AFFIL : embarquer les syndicats de copro
- Parc privé : tous les EPCI n'ont pas l'ingénierie
- Infos consolidées à l'échelle du bâtiment au point de livraison
- AFFIL -> identifier et caractériser le parc des logements foyers, par exemple ingénierie pour produire de la donnée
- Inciter les entreprises à se former, leur donner les moyens + la connaissance de la filière
- DPE - > on en retire que les étiquettes -> que peut-on faire ?
- Info parfois décorrélée de la réalité (cf. fraîcheur des données)
- Articulation connaissance locale / connaissance nationale
- Données sur les professions compétentes et sur les diagnostiqueurs

Axes de travail pour une meilleur mise en réseau :

- Mieux partager les méthodes de production

Restitution en plénière par le rapporteur

Enjeux identifiés

- Enjeu d'uniformisation et centralisation de la donnée des méthodes : beaucoup de données et d'outils identifiés, mais difficile de se repérer (frein)
- Enjeu d'articulation entre la connaissance locale
- Données pour le repérage des professionnels : auditeurs et artisans RGE, etc.
- Granularité : le repérage du parc de ménages pour cibler les politiques se confronte à une granularité insuffisante
- Fraîcheur

Besoins et solutions identifiés

- Connaissance de l'acceptabilité des projets de rénovation



Thématique 1 : Mieux connaître et partager les données sur la performance énergétique

Problématique :

GT 1.2 : Comment affiner le partage de données pour mieux suivre et recenser les projets de rénovation sur le territoire ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Formation des entreprises
- Réalisation des DPE (diagnostic de performance énergétique)
 - Manque des diagnostics
 - Évolution de la réglementation
- Nouveaux DPE :
 - À inciter le bailleur au renouvellement des taux réalisés sur le parc déjà diagnostiqué
- Enquête TRELO : finesse du questionnaire ne permettait pas toujours de mettre à disposition les données
- La pertinence de la donnée demandée
 - Investissement
 - Temporalité de l'action
- Les comportements individuels

- L'effet économique des taux performants
- Évaluation des actions : objectifs vs consommation réelle
- Besoin de multiplier les sources de données :
 - Vision globale
 - Visions opérationnelles

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- Travailler sur l'exemplarité
- [Financements] Besoin de données pour cadrer les interventions
 - Objectifs
 - Enveloppe financière

Pertinence des actions présentées :

- Centraliser l'accès à l'information
- Observatoire du parc privé collectif
- Travailler sur la spécificité des parcs :
 - Privé
 - Social
 - Logement adapté
- Enjeu de qualifier les acteurs pertinents

Proposition d'actions complémentaires :

- Centralisation de l'accès à la donnée : bibliothèque des études, exploitation forte des données
- De nombreuses données disponibles :
 - Accessibilité de cette donnée par les établissements locaux
 - Données à diffuser aux échelles locales / intercommunales
- Quelles études à mener ? Pour améliorer cette connaissance du suivi. Ex : des gains financiers
- Connaissance des cibles locales
- Connaissance des opérateurs « MHN » 117 vs 3 : répartition des cibles locales

Axes de travail pour une meilleur mise en réseau :

Pas de contribution dans cette catégorie

Restitution en plénière par le rapporteur

Enjeux identifiés :

- Besoin d'affiner la collecte pour identifier les besoins ;
- Multiplicité des sources, comme atout et frein
- Manque d'exhaustivité des données, sachant que les enquêtes de suivi sont principalement portées par l'ADEME au niveau national, sans déclinaisons locales (TREMI et TRELO)
- Manque de fiabilité et de transparence des données, notamment pour les copropriétés

Besoins et solutions identifiés :

Pour animer la mise à disposition et la centralisation régionale des données :

- Travail de définition et fiabilisation des données entre les acteurs régionaux de l'habitat
- Bibliothèque des études aux différents niveaux territoriaux (valorisation des études portées par des observatoires locaux)

Suggestion : DATADRIHL



Thématique 2 : Organiser l'aller-vers pour réduire les freins à la rénovation des logements

Problématique :

GT 2.1 : Comment adapter l'aller vers et les actions de sensibilisation pour mieux lever les freins à la rénovation et réduire la consommation ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Complexité
- Écosystème dense, beaucoup d'actions
- Diversité d'appropriation des enjeux
- Non recours aux dispositifs par méconnaissance
- Bail rénov mal identifié -> multiplicité des parcours
- Lien entre OPAH et ECFR à renforcer

Principaux enjeux identifiés / Opportunités :

- SPRH / France Rénov'
- Sujet très identifié
- Calendrier loi climat et résilience -> sortie passoires E, F et G

Pertinence des actions présentées :

- Interlocuteur unique pour les ménages
- Intervenir à l'échelle des quartiers (s'inspirer du parc social)
- Articulation SLIME, ECFR
- SLIME -> difficulté à cibler le parc privé
- Numéro unique
- Enjeu : copropriétés sans syndics ou syndics bénévoles
- Sensibilisation croisées (banques, assurances)
- Préconisations techniques
- Lever les craintes en gérant tout pour le syndic -> accompagnement financé ou non par la collectivité territoriale
- Travailler sur les écogestes et accompagner à l'usage

Proposition d'actions complémentaires :

- Aller vers les usagers
- Suivi post-travaux, accompagner les nouveaux usages
- Clarifier les natures de travaux
- Lisibilité pour les artisans
- Stabilité des aides / parcours
- Pas de suivi des étapes (DTG [diagnostic technique global] sans suite)
- Mettre des moyens pour sensibiliser / ECFR (Espaces Conseil - France Rénov') – nationaliser
- Associer un architecte aux mairies, aux salons -> ça marche

Axes de travail pour une meilleur mise en réseau :

- Architectes arrivent tard dans le parcours
- Sensibiliser aux enjeux bâtimentaires (élargir la focale)
- Réseau de valorisation à l'échelle du département
- Synergie privé, écogestionnaires de quartier (APC)
- Rationaliser le nombre d'intervenants
- Interlocuteur unique pour embarquer les artisans
- Besoin d'accompagnement des entreprises

- Mettre en synergie bailleurs sociaux et copros
- Programme OSCAR pour former les artisans sur le montage de dossier
- Rôle des entreprises dans le bouche-à-oreille

Restitution en plénière par le rapporteur

Freins

- Trop d'acteurs
- Trop de dispositifs
- Trop de changements
- Manque d'articulation et éclatement des parcours
- Pas assez de conseillers (315 en IDF, avec des « bouts d'EPT »)

Opportunités

- Enjeux de rénovation connus du grand public
- Identification progressive de la marque France Rénov
- Climat résilience

Solutions

- Rationalisation et stabilisation du nombre d'acteurs engagés, autour de l'ECFR et de l'AMO : acteurs uniques pour lever les craintes et sensibiliser
- Information des ECFR pour ce qui est fait en dehors, notamment en termes d'offres bancaires
- Rôle pédagogique des architectes, notamment pour la sensibilisation des ménages après les travaux (AMU)
- Mise en réseau départementale, et structuration de l'aller-vers au niveau du quartier, à l'image des éco-gestionnaires de quartier de l'APC



Thématique 2 : Organiser l'aller-vers pour réduire les freins à la rénovation des logements

Problématique :

GT 2.2 : Comment évaluer l'impact des actions d'aller-vers en termes de travaux de rénovation et/ou de réduction des consommations ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- EPCI sont parfois trop petits
- [Auteur : FFB] Lisibilité des aides (FFB) -> environnement mouvant + identification d'un interlocuteur + syndicats de copropriété qui sont en retard
- Aide pour MI + copro -> problème de stabilité des aides MPR + diversité des aides des interlocuteurs
- [Auteur : Ville de Paris] Travailler la diversité des publics, qui complexifie -> trop de gens, trop grande diversité de problèmes (bailleurs, petite copros dégradées)
- [Auteur : Ville de Paris] Parc social : pas d'aller-vers car travail direct avec les bailleurs (Cnav ?) -> quid de l'effet rebond

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- [Auteur : Ville de Paris] Étude APUR pour voir si la rénovation est efficace. GES, mais enjeu à régler le confort
- [Auteur : Ordre des architectes] Former syndicats -> acteurs majeurs, mais un travail de sensibilisation à faire à chaque fois
- [Auteur : Ville de Paris] Réunions publiques -> appel à témoignage fait vivre communauté
- [Auteur : Montreuil Est Ensemble] 315, pas assez, besoin d'avoir plus de conseillers
- Zone rurale -> besoin d'animer, de faire agir le conseil (seulement les gens qui ont besoin)
- [Auteur : Brie Nangissienne] Diversifier au-delà de la permanence -> la semaine développement durable partenariat avec carrefour market + salons

Proposition d'actions complémentaires :

- I3F : maison Félix ?
- Cergy : Étude sur les besoins en rénovation = ciblage sur les ménages en précarité énergétique

- I3F : travailler avec les gros syndicats : FONCIA, CYNTIA, pour optimiser les contrats de maintenance (mutualisation ?)
- Anah : quid du pavillonnaire ? -> plus simple mais plus cher = mutualiser les coûts
- PRIF : travail avec les agences immobilières pour AMU + maintenance habitat collectif
- Département 94 : articulation entre CAUE / ECFR / autres acteurs -> MDH
- Anah : région / CDC conditionne financements avec instrumentation après travaux (dimension du chauffage collectif)
- I3F : accompagnement à l'usage des locataires et des mainteneurs -> partenariat ADEME pour l'AMU

Axes de travail pour une meilleure mise en réseau :

- Cergy : retour expérience de copro qui ont réussi = témoignage
- Département Essonne : nord -> zone dense, sud -> zone rurale -> beaucoup de distance, difficile de mobiliser = permanence loc.
- Montreuil Est Ensemble : continuité de l'accompagnement -> délais longs =/= échanges et =/= messages = choc de simplification avant coach pro
- Département 91 : besoin de faire comprendre la connaissance + la diversité des acteurs = permanences locales (ECFR)
- Meaux : partenariats avec GRDF / énergéticiens pour suivre consommation parc privé
- Anah : travaille avec la cible et au ciblage :
 - o Certains ménages ont besoin
 - o Quid du parc social
- Agglomération de Meaux : comment sensibiliser les entreprises (interlocuteur unique = maison habitat ?) -> entreprises locales -> RGE / pas RGE
- Département 91 : simulateur d'aides = stabilisation des aides

Restitution en plénière par le rapporteur

Freins

Modalité

- Visibilité des acteurs (zone rurale)
- Compétences des acteurs
- Difficulté du parcours

Contenu

- Continuité des aides (instable)
- Visibilité des référents (qui contacter)
- Diversité des besoins (petite copropriété, grande copropriété)

À faire

Modalité

- MDH et autres formes de structuration des parcours
- Partenariats en dehors des permanences (salons, carrefour city pour les ateliers)

Ciblage

- Réalisation préalable d'une étude pour identifier les besoins (précarité énergétique)
- Ciblage des syndicats, notamment des gros syndicats en copropriété
- Ciblage des zones pavillonnaires (pour mutualiser et réduire les coûts importants)

Contenu

- AMU et maintenance (avec conditionnement des aides BBC en copropriété)
- Suivi des consommations (GRDF)
- Témoignages d'expériences réussies + instauration d'un alumni



Thématique 3 : Accroître la performance de la filière rénovation

Problématique :

GT 3.1 : comment accompagner la montée en compétences de la filière pour développer des projets de rénovation ambitieux ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Labélisation RGE
 - o Besoin de renouveler les qualifications : coûteux
 - o Accès difficile
 - o Proposition de rabais en lieu et place de l'aide France Renov'
- Les CEE sont sous-utilisées, logique administrative lourde.

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- Frein formation sur la RGE :

- Si collectivité met en place un dispositif de formation. Impossibilité de communiquer dessus.
- Annuaire de Coach Copro
- PNR du Gâtinais a créé sa charte sur le biosourcé
- Exemple d'action : création d'une charte d'entreprise sur le biosourcé

Pertinence des actions présentées :

Pas de contribution dans cette catégorie.

Proposition d'actions complémentaires (exemples) :

- MAR (Mon Accompagnateur Rénov') vise un déploiement plus massif des rénovations d'ampleur avec un objectif de qualité. Montée en nombre rapide (environ 160 MAR agréés) pour accompagnement des individuels/particuliers par les MAR
- Formation continue syndic. Exemple à Lille et Toulouse de formation de syndic, ville, université, ANGC, UNIS. Exemple de l'APC
- Le Plan Bâtiment Durable
- Formation DynaMOE 1 et 2 ouvert aux architectes, ingénieurs et entreprises
- Tissu dense d'artisan sur du monogeste -> regroupement ?
 - Regroupements momentanés
 - Coopérative
 - Capeb réfléchit à une offre globale de rénovation, incluant financement
- Focus sur le groupement momentané d'entreprise :
 - Question de responsabilité réglée par évolution juridique
 - Frein -> manque de connaissance de cette possibilité, difficulté à identifier des entreprises partenaires pour faire groupement...
 - Outil/appli Capeb qui permet à une entreprise de créer son groupement momentané
- Forum organisé par les collectivités pour les jeunes sur les métiers du bâtiment
- Formation artisan :
 - Par des fournisseurs
 - CFA ont des partenariats avec les fabricants

Axes de travail pour une meilleure mise en réseau (besoin) :

- Formation des syndicats et filière de l'immobilier
 - Formation continue
 - Problème recrutement = formation initiale

- Association pour défendre les gestionnaires de copro
- EPT, CROAIF, AREL, IPR, CAPEB, Ville de Paris Habitat Durable, DRIHL Paris
- Identifier les formations continues, avoir cartographie formation -> compétence régionale disparue, libéralisation -> création de nouvelles formations
- Problème formation/recrutement ingénieur, bureau d'étude.
- Besoin formation continue architecte. L'ordre ne forme pas, mais informe sur les formations
- Syndics pas formés, à faire un plan pluriannuel de travaux (PPT de la copro)



Thématique 3 : Accroître la performance de la filière rénovation

Problématique :

GT 3.2 : Comment animer l'ensemble de la chaîne des intervenants pour accélérer les projets de rénovation ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Faciliter l'instruction des dossiers administratifs :
 - déclaration préalable pour rénovation par l'extérieur
 - pour les panneaux solaires
 - Communes, DRAC, préfectures
- Les déclarations préalables deviennent des permis de construire en périmètre protégé
- Fluidifier l'administration des dossiers administratifs (déclaration préalable + 2 mois + recours + périmètre protégé). Temps d'instruction travaux -> réponse de Paris : 2 mois c'est très court !
- Formation initiale des architectes / Nombre d'architectes de copro limité

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- Besoin de plus d'architectes de copropriétés
- Aide publique accordée à des entreprises référencées -> structure une filière locale

Pertinence des actions présentées :

- Charte ou label à l'échelle d'un territoire pour des entreprises « entreprises recommandées ». Ex : PNR Gâtinais
- Annuaire d'intervenants :
 - o Qualibat
 - o Coachcopro

Proposition d'actions complémentaires :

- Accompagnement individuel des artisans pour les aider à comprendre l'administratif
 - o CEE (prime CEE rénovation globale)
 - o RGE (professionnel reconnu garant de l'environnement)
 - o Dispositif OSCAR (porté par l'ATEE [Association Technique Energie Environnement])
- CAPEB met en place un dispositif pour aider à accéder au CEE. Expérimental dans le cadre de OSCAR (ATEE)
- Palmarès Habitat durable du 95
- Collaboration entre les entreprises et architectes doit être facilitée

Axes de travail pour une meilleur mise en réseau :

- Trophées rénovation :
 - o Focus sur entreprises et acteur
 - o Valorisation (salon des maires)
- AMIF (Association des maires d'Île-de-France) : le Trophée des rénovations qui met en avant des communes ET entreprises de toutes tailles
- Forum Locaux de toutes les parties prenantes (habiter durable à Paris)
- Chercher à récupérer les calories d'1 boulangerie pour le logement...
- Organisation par les villes de forum pour rencontrer les acteurs de la rénovation – voir quelle échelle est pertinente
- Montée en compétence Conseiller France Renov en architecture
- Renforcer coopération CAUE / ALEC
- Montée en compétence des ECFR (Espace Conseil – France Renov') qui n'ont qu'une approche « énergie » -> lien avec CAUE (fusion même dans le 94 ?)
- Garder le lien et la cohérence entre la rénovation pour baisser le besoin puis installer chauffage adapté

Restitution en plénière par le rapporteur

Freins

- Difficulté administrative des permis de construire et déclarations préalables : pour les porteurs de projet, des délais trop longs
- Difficulté administrative d'accès au RGE

Solutions

- Certification RGE : exemple de l'initiative portée par la CAPEB, dans le cadre du dispositif OSCAR, pour accompagner les artisans à la certification RGE
- Faire dialoguer énergie / architecture : exemple du Val de Marne, où l'ALEC est aussi le CAUE
- Formations : besoins de formation initiale, et de formation continue ; une offre foisonnante, avec une cartographie des formations qui serait nécessaire (INABO, EKOPOLIS, feuille de route SGPE)
- Mise en réseau, interrelation, qui requière des moyens humains à l'échelle régionale et locale : on ne traverse pas forcément l'IDF pour faire de la rénovation, avec des synergies entre ALEC et/ou ECFR / entreprises
- Ressources humaines : Forums pour faire connaître les métiers du bâtiment ; forums pour mettre en relation les intervenants : annuaires d'intervenants ; référencement d'artisans qui ouvre droit à des aides

À NOTER : beaucoup trop de MAR ! Un enjeu de contrôle de la fraude !



Thématique 4 : Structurer les aides pour répondre aux besoins des territoires

Problématique :

GT 4.1 : Comment réduire le reste à charge des ménages et des fonds propres des acteurs institutionnels ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Complémentarité des aides (avec 1 canal, on n'y arrive pas) -> notamment pour certains publics.
- Adapter les aides aux contraintes du territoire : comment les constituer ?

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- Aides articulées et complémentaires quand une collectivité propose des aides, on peut les cumuler.
- Objectif de réduire le reste à charge des ménages les plus précaires => quel calibrage de l'aide avec les MAR si on nous demande de régler des comptes, vers qui se tourner ?
- Pas de visibilité sur le taux, connaître les outils d'un territoire à l'autre

Pertinence des actions présentées :

- Connaissance des aides, les faire connaître pour tous les revenus.
- Montage des dossiers d'aide
- Simplicité du parcours (notamment pour bailleur institutionnel)
- Ménages bloqués dans leur démarche sur France Rénov (pas la main pour les aider)

Proposition d'actions complémentaires :

- On se concentre toujours sur les publics les plus précaires alors qu'on pourrait tendre la main aux / forcer les copropriétés plus aisées car le gisement est aussi important.
- Le système des sources = accès facilité. Attention versant ménages
- Action : lobby territorial (État, coll., ...) IDF (auprès du national) pour motiver le politique à officialiser un outil public / parapublic de préfinancement (copro notamment)
- Occupants des passoirs thermiques : occupants des grandes maisons historiques familiale qui ne rentrent pas dans les grilles des aides
- [Auteur : Ordre des architectes] Explorer auto-réhabilitation pour les PO des maisons individuelles qui n'ont pas d'aides
- [Auteur : Ordre des architectes] Requalification -> pas seulement de la rénovation, mais besoin de réfléchir différemment -> temporalité à flexibiliser

Axes de travail pour une meilleur mise en réseau :

- Instance de pilotage des opérations programmées. Mais quand il n'y en a pas ?
- Guichet unique de révision des pièces, système informatique unique
- Action : pilotage de la politique publique en petite couronne : clarifier les rôles MGP/EPT pour le SPRH
- Pas le même niveau de confiance entre les petits et gros MAR
- Processus de décision publique à faire descendre

- Logement social : quid de la rénovation des logements tiroirs -> parc très ciblés (HBM en brique). 100 000 M€ par logement + coût social (ménages qui pourraient s'inscrire dans une mobilité sociale et non thermique).



Thématique 4 : Structurer les aides pour répondre aux besoins des territoires

Problématique :

GT 4.2 : Comment favoriser les projets de rénovation ambitieux ?

Principaux enjeux identifiés / freins :

- Parc privé / Copropriété :
 - o Coûts financiers du portage et attente des aides publiques
 - o Organisme public à créer ?
- Règle de vote en AG confus
- Mauvaise visibilité sur la pérennité des aides
- Capacité financière à tout faire ?
- Problématique sur le parc privé
- Complexité technique : le portage sera-t-il à la hauteur ?
- Connaître le bouquet de travaux final le mieux adapté à l'immeuble -> nécessite que le ménage aille au bout
- Accéder à un diagnostic de qualité et à un diagnostiqueur
- Parc social :
 - o Si travaux d'ampleur, enjeux de garder les loyers bas pour les ménages pauvres ensuite
 - o Aider les bailleurs ?

Principaux enjeux identifiés / opportunités :

- SPRM
- Émergence des MAR (Mon Accompagnateur Rénov')
- Aide de l'Anah ouverte sur rénovation globale

Pertinence des actions présentées :

- Parc social : mur d'investissement à venir -> situation financière délicate
- Budget fonds propres sur la rénovation et pas sur la production
- Sujet des charges + sujet des charges + sujets de la maintenance qui coûte cher

- Parc social : si rénovation d'ampleur, besoin de relogement temporaire ? En concurrence avec relogement NPNRU
- Aides présentées : dépend trop des ressources des collectivités
- Parc Social : enjeu d'arrêt des CUS (Convention d'Utilité Sociale) 3^e génération et des PSP (Plan Stratégique de Patrimoine) détaillés sur le patrimoine
- Parc social : plus efficace que la moyenne -> prendre exemple
- Bailleur social : CUS ? PSP ? Contexte non favorable pour les OLS (Organismes de logement sociaux)
- Quid de la précarité énergétique des locataires du parc social ?
- EPT Grand Paris Seine Ouest -> rénovation parc social pose moins de problèmes
- EPT Est Ensemble : Bailleurs sociaux -> aide à la rénovation thermique en complément des aides de l'État

Proposition d'actions complémentaires :

- Croiser la dimension territoriale et la dimension bâimentaire
- Exemple : 94 avec réseaux de chaleur géothermique
- Stabilisation des aides de l'Anah dans le temps
- Formation des syndics
- Véhicule de tiers-financement
- Surélévation pour financer
- 3^e ligne de quittance pour le parc social
- Éco-conception des prêts (ex prêt ALS [allocation de logement sociale])
- Piste Éco-prêts :
 - PHBB (prêt haut de bilan) de la Banque des territoires
 - Prêt ALS

Axes de travail pour une meilleur mise en réseau :

- État/Bercy : mobilisation des banques -> PTZ (prêt taux zéro) globalisé
- Véhicule de 1/3 financement